

# STEPINQUEST®

**Quand les preuves cessent de produire  
des conséquences, l'enquête doit  
devenir processus.**

Une forme opératoire d'enquête qui  
transforme la preuve en processus — de  
manière à la rendre opérante.

Denis Karagodin

Au commencement: quand les preuves existent, mais restent sans effet	3
Point de départ: une vérité présente, mais sans prolongement	4
Là où la vérité ne produit pas de conséquences	7
Espaces africains francophones: archives dispersées, responsabilités inachevées	10
Des formes solides, mais des processus interrompus	13
Pourquoi une autre forme devient nécessaire	16
STEPINQUEST: quand l'enquête devient processus	19
Comment le processus se déploie: étapes, preuves, institutions, circulation	22
Le passé qui ne passe pas: temps, archives et réactivation	25
Pourquoi cette forme compte dans les contextes africains francophones	28
Ce n'est pas une clôture, mais une continuité	32
Auteur	36
Ressources	37
Contact	38
Soutien	39

---

# **Au commencement: quand les preuves existent, mais restent sans effet**

Nous vivons dans un temps où les preuves ne manquent pas — mais où elles cessent souvent de produire des conséquences. Archives, témoignages, enquêtes émergent de manière continue, parfois avec force, mais se maintiennent rarement comme des processus. Elles apparaissent, circulent, puis s'interrompent.

C'est dans cette rupture que s'inscrit STEPINQUEST. Non pas pour ajouter davantage d'information, ni pour concurrencer les formes existantes, mais pour organiser ce qui est déjà là, de manière à ce que cela puisse continuer à opérer — dans le temps, dans l'espace, et dans l'action.

---

# Point de départ: une vérité présente, mais sans prolongement

Dans de nombreux contextes africains francophones, la question ne se pose pas en termes d'absence de faits. Les faits existent. Les documents existent. Les noms, les dates, les lieux, les décisions — tout cela, dans une certaine mesure, est déjà là, inscrit quelque part, consigné, parfois oublié, mais rarement inexistant.

Des archives ont été constituées, avec rigueur ou dans l'urgence. Des enquêtes ont été menées — par des journalistes, des chercheurs, des institutions, et souvent par des familles elles-mêmes, dans une persévérance silencieuse. Des rapports ont été rédigés, des témoignages recueillis, des dossiers ouverts, puis, parfois, refermés sans suite apparente. Rien de tout cela ne manque vraiment.

Et pourtant, quelque chose ne se prolonge pas.

Entre ce qui est su et ce qui agit, entre ce qui est documenté et ce qui produit des conséquences, une distance persiste — discrète, mais tenace. Elle n'est pas toujours immédiatement perceptible. Elle ne tient pas seulement au manque de moyens, ni même à une absence de volonté. Elle relève d'une discontinuité plus profonde, presque structurelle, qui empêche les éléments de se maintenir ensemble dans le temps, dans l'espace, et surtout dans l'action.

Car, dans bien des cas, les éléments de vérité sont présents. Ce qui fait défaut, c'est leur tenue. Leur capacité à se relier, à se soutenir, à ne pas se

dissoudre après leur apparition. Un document peut exister sans être mobilisé. Un témoignage peut être connu sans être suivi. Une enquête peut être publiée, discutée, puis laissée en suspens. Ainsi, ce qui a été établi ne disparaît pas — mais cesse d’opérer.

Dans certains contextes, cette situation est encore accentuée. Les archives sont dispersées — entre administrations locales, capitales nationales, anciens centres coloniaux. L’accès est partiel, différé, conditionné. Certains fonds restent fermés, d’autres fragmentaires, d’autres encore sont connus sans être réellement accessibles. À cette dispersion matérielle s’ajoute une réalité plus silencieuse encore : les événements eux-mêmes ne s’inscrivent pas toujours dans une continuité institutionnelle claire.

Violences politiques, conflits internes, opérations militaires, décisions administratives — ces événements apparaissent, disparaissent, réapparaissent parfois sous une autre forme. Ils sont reconnus ici, contestés ailleurs. Ils circulent entre mémoire, rumeur, document et silence, sans toujours se fixer dans une trajectoire lisible.

Dans cet espace, la vérité ne se présente pas comme un bloc stable. Elle est dispersée, fragmentée, souvent déjà là — mais rarement organisée de manière à produire un effet durable.

Dès lors, la question ne peut pas être posée uniquement en termes d’accès à l’information. Elle doit être déplacée.

Comment faire en sorte que ce qui est déjà là ne reste pas simplement présent, mais devienne opérant ? Comment transformer un ensemble de traces, de preuves, de récits et de documents en un processus qui ne s’interrompt pas au moment de sa formulation ?

C'est à partir de cette situation — familière, mais rarement formulée ainsi — qu'il devient nécessaire de changer de perspective. Non plus seulement vers ce que l'on sait, mais vers ce que le savoir, dans certaines conditions, devient capable de faire.

---

# Là où la vérité ne produit pas de conséquences

Dans plusieurs espaces africains francophones, une situation particulière se dessine — une situation qui, à première vue, peut sembler paradoxale, mais qui, à y regarder de plus près, apparaît presque familière.

La vérité n’y est pas absente. Elle est souvent partielle, parfois disputée, mais elle est là. Des événements ont été décrits, des responsabilités évoquées, des chaînes d’acteurs, au moins en partie, identifiées. Rien de tout cela ne relève du vide. Et pourtant, ces éléments ne se transforment pas nécessairement en conséquences.

Il ne s’agit pas seulement d’un retard. Il s’agit plutôt d’une suspension.

Entre l’apparition d’un fait et l’émergence d’un effet, quelque chose ne se constitue pas pleinement — ou s’interrompt en chemin. Dans certains cas, cette interruption prend la forme d’un silence institutionnel. Dans d’autres, elle se manifeste par une coexistence de versions concurrentes, chacune suffisamment crédible pour empêcher toute stabilisation. Ailleurs encore, elle se traduit par une reconnaissance implicite, sans traduction formelle, comme si le fait était admis sans pouvoir être véritablement engagé.

Ainsi, la vérité peut être admise sans être actée. Elle peut circuler sans se fixer. Elle peut être connue sans devenir opposable.

Ce phénomène ne se laisse pas réduire à une cause unique. Il tient à un ensemble de conditions qui, combinées, produisent une forme particulière d'inertie.

Il y a d'abord la dispersion des régimes de preuve. Un même événement peut être documenté dans plusieurs registres — archives administratives, témoignages oraux, enquêtes journalistiques, rapports internationaux — sans que ces registres ne se rejoignent réellement. Chaque ensemble de données possède sa légitimité propre, mais il n'existe pas toujours de structure capable de les faire converger dans un même espace opératoire.

Il y a ensuite la question de la continuité. Une enquête peut être ouverte, approfondie, puis interrompue. Un dossier peut être constitué, puis laissé en suspens. Un travail de mémoire peut émerger avec force, puis perdre son relais. Ce qui fait défaut, dans ces configurations, ce n'est pas nécessairement la capacité de produire de la connaissance, mais la capacité de la prolonger, de la maintenir dans un mouvement qui ne s'épuise pas après sa première formulation.

À cela s'ajoute la question de l'accès différencié. Les documents peuvent exister, mais ne pas être également accessibles. Certains sont consultables localement, d'autres uniquement à distance, d'autres encore sous condition. Il arrive aussi que les archives les plus déterminantes se trouvent hors du territoire où les événements ont eu lieu. Cette dissymétrie ne produit pas seulement un déséquilibre informationnel ; elle affecte la possibilité même de structurer un processus, car un processus suppose une continuité d'accès, une possibilité de vérification, une capacité à relier les éléments sans rupture excessive.

Enfin, une dimension plus diffuse intervient, mais elle n'est pas moins décisive. Dans des contextes marqués par des histoires longues de

violence, d'administration imposée et de transformations politiques rapides, la relation entre le fait et sa conséquence n'est pas toujours immédiate. Elle peut être différée, déplacée, parfois absorbée dans des configurations plus larges. Ce qui, ailleurs, produirait une réaction institutionnelle directe peut ici demeurer dans un état intermédiaire — reconnu sans être traité, évoqué sans être poursuivi.

C'est dans cet intervalle que se forme une condition particulière : une vérité qui existe, mais qui ne se prolonge pas.

Et c'est précisément cette condition qui appelle une réflexion — non pas seulement sur le contenu des enquêtes, mais sur leur forme. Car tant que les éléments restent dispersés, tant que les processus s'interrompent, tant que la relation entre preuve et conséquence n'est pas structurée, la connaissance, même rigoureuse, risque de demeurer sans effet.

Dès lors, la question ne consiste pas uniquement à produire davantage d'informations. Elle consiste à comprendre comment les informations déjà disponibles peuvent être organisées de manière à ne pas s'arrêter au moment où elles apparaissent, mais à entrer dans une dynamique capable de se poursuivre.

---

# Espaces africains francophones: archives dispersées, responsabilités inachevées

Dans les espaces africains francophones, la question de la vérité ne peut être dissociée de la géographie même de ses traces. Les documents n’y sont pas seulement des contenus : ils sont situés. Ils appartiennent à des circuits, à des institutions, à des histoires administratives qui excèdent souvent les frontières actuelles et prolongent des configurations plus anciennes. Ainsi, un même événement peut laisser des traces en plusieurs lieux à la fois — dans une archive locale, dans un ministère national, dans un fonds militaire, ou encore dans des dépôts situés hors du continent.

Cette dispersion n’est pas accidentelle. Elle procède d’une histoire longue, dans laquelle les modes de production, de conservation et de classification des documents ont été façonnés par des logiques entremêlées — coloniales, étatiques, militaires, diplomatiques. Accéder à un événement, dans ces conditions, ne revient pas simplement à accéder à une information. C’est entrer dans une cartographie : une cartographie faite de distances, de seuils, de permissions, mais aussi de silences.

Dans cette cartographie, certaines archives sont ouvertes mais incomplètes ; d’autres sont connues mais difficiles d’accès ; d’autres encore sont classées, déplacées, ou simplement absentes du champ consultable. Ce qui en résulte n’est pas une absence de documentation,

mais une documentation distribuée de manière inégale, fragmentée selon des lignes qui ne coïncident pas toujours avec les besoins de l'enquête.

Or cette distribution produit un effet précis : elle fragmente la possibilité de relier. Car relier ne consiste pas seulement à savoir que des éléments existent ; cela suppose de pouvoir les mettre en rapport, dans un temps et dans un espace qui permettent leur articulation. Lorsque ces conditions ne sont pas réunies, les éléments demeurent isolés, même s'ils sont connus.

À cette dispersion matérielle s'ajoute une autre dimension, plus discrète mais tout aussi structurante : la langue. Le français, dans ces contextes, n'est pas seulement un moyen de communication. Il est une langue d'administration, de droit, d'archive et de procédure. C'est dans cette langue que les décisions ont été prises, que les rapports ont été rédigés, que les dossiers ont été constitués. Mais cette langue n'est pas partagée de manière homogène.

Entre ceux qui la maîtrisent comme instrument de travail, ceux qui l'utilisent comme langue seconde, et ceux pour qui elle demeure distante, le rapport au document varie profondément. L'accès aux archives ne dépend donc pas uniquement de leur ouverture institutionnelle ; il dépend aussi d'une médiation linguistique. Comprendre un document, en mesurer la portée juridique, en interpréter les formulations administratives — tout cela suppose une compétence spécifique, qui n'est pas également distribuée.

Dans cet espace, la vérité circule ainsi à travers plusieurs filtres à la fois — géographiques, institutionnels et linguistiques — qui modulent sa visibilité, sa lisibilité et sa capacité à être mobilisée.

Mais la question ne s'arrête pas là. Car même lorsque des éléments sont établis, la question de la responsabilité demeure souvent inachevée. Des faits peuvent être reconnus sans que les chaînes de décision soient entièrement clarifiées. Des événements peuvent être documentés sans que les responsabilités soient formalisées. Des noms peuvent apparaître sans que leur rôle soit juridiquement stabilisé.

Il en résulte une forme particulière de connaissance : suffisamment précise pour être crédible, mais insuffisamment structurée pour devenir opérante.

Dans ces conditions, le problème ne réside pas uniquement dans l'absence de vérité. Il réside dans une vérité qui ne parvient pas à se condenser en responsabilité.

Et c'est précisément à cet endroit que la question de la forme redevient centrale. Car tant que les archives restent dispersées, tant que les accès sont différenciés, tant que les responsabilités demeurent partielles, il devient difficile de transformer ce qui est su en ce qui agit. Ce n'est pas que les éléments manquent ; c'est qu'ils ne tiennent pas ensemble assez longtemps, ni avec suffisamment de force, pour produire un effet durable.

---

# Des formes solides, mais des processus interrompus

Dans les contextes évoqués, les formes d'enquête ne font pas défaut. Elles sont, au contraire, nombreuses, actives, souvent exigeantes. Le journalisme d'investigation révèle, met au jour des faits, établit des liens, identifie des responsabilités possibles. Dans bien des cas, il constitue la première ouverture — celle qui rend visible ce qui, jusque-là, restait enfoui. Le travail documentaire, qu'il soit filmique ou écrit, rassemble, recompose les événements, donne forme à ce qui était dispersé et permet à un public plus large d'en saisir la portée. La recherche académique, de son côté, approfondit : elle analyse, contextualise, compare, et inscrit les événements dans des structures historiques, sociales et politiques plus vastes.

À ces formes s'ajoutent les rapports d'organisations, les initiatives juridiques, les démarches portées par des collectifs, des familles, des associations — autant de pratiques qui témoignent d'un engagement réel et souvent persistant. Chacune joue un rôle essentiel. Rien, ici, ne relève d'une absence.

Et pourtant, une limite apparaît — non pas dans la qualité de ces formes, mais dans leur articulation.

Car ces pratiques ne s'inscrivent pas toujours dans un même processus. Elles interviennent à des moments différents, selon des logiques propres, avec des temporalités qui ne coïncident pas nécessairement. Un travail journalistique peut ouvrir un dossier sans qu'un relais institutionnel ne

suive. Une recherche académique peut établir des éléments décisifs sans qu'ils soient repris dans un cadre procédural. Un rapport peut être publié, diffusé, discuté — puis, peu à peu, se retirer du champ actif.

Ainsi, ce qui est produit ne disparaît pas, mais ne se prolonge pas non plus. Chaque forme accomplit son geste, mais ce geste reste souvent isolé.

Il en résulte une configuration particulière : les enquêtes existent, les analyses existent, les récits existent — mais ils ne forment pas nécessairement une chaîne. Or c'est précisément cette chaîne qui permettrait de passer de la révélation à la transformation.

Dans certains cas, cette discontinuité peut être expliquée par des contraintes extérieures — manque de ressources, pressions politiques, accès limité aux archives. Mais elle tient aussi à la nature même des formats. Le journalisme est structuré par l'urgence et la publication. La recherche académique par le temps long et les exigences de validation. Le travail documentaire par la nécessité de produire une œuvre finie. Les rapports institutionnels par des cadres précis, souvent limités dans leur portée.

Chacun de ces formats possède sa cohérence propre. Mais aucun, pris isolément, n'est conçu pour maintenir un processus ouvert dans la durée.

Dès lors, ce qui fait défaut ne relève ni de l'intelligence, ni de la rigueur, ni même du courage — toutes ces qualités sont déjà présentes. Ce qui manque, c'est une forme capable de relier ces gestes, de les inscrire dans une continuité, et de faire en sorte que chaque étape ne soit pas une fin, mais le point de départ de la suivante.

Sans cette continuité, les effets produits restent partiels. Une révélation peut provoquer une réaction immédiate sans transformation durable. Une analyse peut éclairer un problème sans en modifier la trajectoire. Un récit peut marquer les esprits sans générer de suite.

Ainsi, malgré la richesse et la densité des formes existantes, le processus, lui, demeure souvent interrompu.

Et c'est à partir de cette limite — non pas comme critique, mais comme constat — qu'une autre question devient possible : quelle forme permettrait de ne pas s'arrêter là ?

---

# Pourquoi une autre forme devient nécessaire

À ce stade, la question ne peut plus être posée uniquement en termes d'amélioration des pratiques existantes. Renforcer le journalisme, approfondir la recherche, multiplier les rapports — tout cela demeure indispensable. Mais cela ne suffit pas à résoudre la difficulté centrale. Car le problème ne réside pas seulement dans ce qui est produit, mais dans la manière dont cela se poursuit — ou ne se poursuit pas.

Tant que chaque forme agit selon sa logique propre, sans continuité structurée entre les étapes, le processus d'enquête tend à se fragmenter. Ce qui apparaît alors n'est pas un manque de contenu, mais un manque de liaison. Les éléments existent, parfois en abondance, mais ils ne s'enchaînent pas. Or c'est précisément cette capacité d'enchaînement qui conditionne le passage de la connaissance à l'effet.

Dans de nombreux contextes, cette transition demeure incertaine. Une information peut être établie sans être suivie d'une action. Une responsabilité peut être suggérée sans être formalisée. Une preuve peut être produite sans être intégrée dans un processus plus large. Ainsi, ce qui est connu ne disparaît pas, mais reste en suspens, comme retenu dans un état intermédiaire.

Face à cette situation, une autre approche devient nécessaire. Non pas une discipline supplémentaire, ni un simple outil venant s'ajouter aux autres, mais une forme capable de relier ce qui existe déjà. Une forme qui ne se contente pas de produire des résultats, mais qui organise leur

continuité, qui maintient leur présence active au-delà du moment de leur apparition.

Il ne s'agit plus seulement de savoir comment enquêter, mais de comprendre comment faire en sorte que l'enquête ne s'interrompe pas. Comment maintenir une dynamique malgré les obstacles, les retards, les résistances, et parfois même l'indifférence. Comment faire en sorte que les éléments déjà disponibles ne restent pas dispersés, mais deviennent opérants.

Ce déplacement engage une transformation plus profonde. Il ne concerne pas uniquement les méthodes, mais la relation même entre enquête, preuve, récit et institution. Dans les configurations habituelles, ces dimensions sont souvent dissociées : l'enquête produit des éléments, le récit les expose, l'institution réagit — ou non. Mais ces moments ne sont pas nécessairement intégrés dans une même structure, et leur enchaînement reste fragile.

Ce qui est proposé ici consiste, au contraire, à les penser ensemble. Non pas comme des phases successives, mais comme des composantes d'un même processus, maintenues dans une relation active. Un processus dans lequel la production de preuves, leur organisation, leur exposition publique et leur interaction avec les institutions ne sont pas séparées, mais avancent de manière liée, dans une continuité assumée.

C'est dans ce cadre que devient possible l'émergence d'une autre forme. Une forme qui ne remplace pas les pratiques existantes, mais qui les articule. Une forme qui ne se définit pas par son objet, mais par sa capacité à maintenir le processus en mouvement, à empêcher qu'il ne se referme trop tôt.

Dès lors, la question centrale se déplace. Elle n'est plus seulement : qu'est-ce qui est établi ? Elle devient : comment ce qui est établi continue-t-il à agir ?

C'est à partir de cette nécessité — née non d'un manque, mais d'une limite structurelle — que peut être introduite la notion de STEPINQUEST.

---

# STEPINQUEST: quand l'enquête devient processus

C'est à ce point précis qu'il devient possible de nommer la forme qui répond à cette nécessité. STEPINQUEST ne désigne pas simplement une méthode d'enquête. Il ne s'agit ni d'un protocole technique, ni d'un format narratif au sens classique. STEPINQUEST doit être compris comme une forme opératoire — une forme dans laquelle l'enquête n'est plus conçue comme une succession d'étapes orientées vers un résultat final, mais comme un processus continu, structuré de manière à produire des effets à chaque phase.

Dans les approches habituelles, le récit intervient après l'enquête : il organise les éléments, les rend lisibles, les transmet. Ici, la relation se transforme. Le récit ne vient plus après — il fait partie de l'enquête elle-même. Il ne se contente pas de décrire ce qui a été établi ; il participe à la manière dont cela agit. L'enquête cesse alors d'être une simple production de connaissance pour devenir une mise en mouvement.

Ce déplacement repose sur une articulation précise. D'abord, une progression par étapes, où chaque avancée ne vise pas une conclusion immédiate, mais la stabilisation d'un état intermédiaire suffisamment solide pour ouvrir la phase suivante. Un document établi, une relation vérifiée, une information confirmée — chacun de ces éléments constitue un pas. Et ce pas n'est jamais isolé : il s'inscrit dans une chaîne, dans une continuité qui lui donne sa portée.

Au cœur de cette dynamique se trouve la preuve. Dans STEPINQUEST, la preuve n'est pas un simple support ; elle est un principe structurant. Chaque étape s'appuie sur des éléments vérifiables — documents, archives, témoignages, données situées — mais surtout, ces éléments sont organisés de manière à former un ensemble cohérent. Ils ne sont pas juxtaposés : ils se renforcent, se précisent, se reconfigurent mutuellement.

À cette structuration s'ajoute une dimension décisive : l'interaction avec les institutions. L'enquête ne se développe pas en dehors des structures administratives, juridiques ou politiques ; elle entre en relation avec elles, de manière continue. Demandes, réponses, refus, délais, silences — tout cela fait partie du processus. Une absence de réponse ne constitue pas un vide : elle devient un élément. Une réponse partielle n'est pas une fin : elle ouvre une nouvelle phase. Ainsi, l'institution cesse d'être un simple destinataire ; elle devient, même dans son inertie, un acteur du processus.

Enfin, la circulation publique joue un rôle essentiel. Dans STEPINQUEST, la publication ne marque pas une clôture ; elle constitue une opération. Chaque mise en visibilité organise les éléments, rend les relations perceptibles, et suscite des réactions. Ces réactions — qu'elles soient individuelles, médiatiques ou institutionnelles — ne restent pas extérieures au processus : elles y sont réintégrées, analysées, documentées, articulées.

Le processus ne se déploie donc pas en ligne droite. Il évolue par boucles, par reprises, par ajustements. Une publication entraîne une réaction ; cette réaction produit de nouvelles données ; ces données permettent un nouveau pas. De cette dynamique naît une continuité.

Cette continuité ne garantit pas un résultat immédiat. Elle ne supprime ni les obstacles, ni les résistances. Mais elle transforme un point décisif : elle empêche que ce qui a été établi cesse d’agir.

Dans cette perspective, enquêter ne signifie plus seulement découvrir ou démontrer. Cela signifie organiser les conditions dans lesquelles ce qui est établi continue à produire des effets.

C’est en ce sens que STEPINQUEST doit être compris comme une forme — non pas une forme de présentation, mais une forme de maintien.

---

# Comment le processus se déploie: étapes, preuves, institutions, circulation

Pour comprendre pleinement STEPINQUEST, il ne suffit pas d'en saisir le principe. Il faut encore en comprendre le mode d'opération — non pas comme une abstraction, mais comme une organisation concrète dans laquelle plusieurs dimensions avancent ensemble, de manière liée. Ces dimensions peuvent être distinguées, non pour être isolées, mais pour rendre visible leur articulation.

Le processus progresse d'abord par étapes. Il ne s'agit pas d'une accumulation indifférenciée, mais d'une avancée structurée, où chaque étape correspond à un déplacement identifiable : un document établi, une relation confirmée, une information située. Ce qui importe ici n'est pas l'ampleur du résultat, mais sa solidité. Un pas n'a pas besoin d'être spectaculaire ; il doit être fiable. C'est cette fiabilité qui permet au processus de se poursuivre sans se fragiliser. L'enquête, dès lors, ne cherche pas à atteindre immédiatement une conclusion globale : elle construit une trajectoire.

À chaque étape, la preuve occupe une position centrale. Mais elle n'est jamais envisagée comme un élément isolé. Elle est mise en relation. Un document est confronté à un autre, un témoignage est situé dans un contexte, une information est vérifiée par recoupement. Ce travail de mise en relation transforme la nature même de la preuve : elle ne vaut plus seulement pour elle-même, mais pour la position qu'elle occupe

dans un ensemble. C'est cette organisation qui la rend opérante — non seulement convaincante, mais mobilisable.

Dans le même mouvement, le processus engage les institutions. Il ne se développe pas en dehors d'elles, ni en attente d'une réaction idéale. Demandes d'accès, requêtes administratives, démarches juridiques, correspondances : toutes ces interactions font partie intégrante de l'enquête. Elles n'en sont pas des prolongements secondaires, mais des moments constitutifs. Car l'institution, par ses réponses — ou par son absence de réponse — produit des éléments. Un refus explicite, un silence prolongé, une réponse partielle : chacun de ces gestes devient un fait à part entière. Le processus intègre ainsi la réalité institutionnelle telle qu'elle se présente, sans en simplifier les tensions ni en suspendre les effets.

Enfin, cette dynamique inclut sa propre mise en circulation. Les éléments ne sont pas seulement accumulés : ils sont exposés. Mais cette exposition ne vise pas la clôture ; elle ouvre une nouvelle phase. Chaque publication — qu'elle prenne la forme d'un texte, d'un dossier ou d'une séquence — organise les éléments disponibles et les rend perceptibles comme un ensemble. À partir de là, des réactions apparaissent : individuelles, médiatiques, institutionnelles. Ces réactions ne restent pas extérieures au processus. Elles y reviennent, sont documentées, analysées, intégrées. Ainsi, la circulation ne disperse pas l'enquête : elle l'alimente.

Ces dimensions — le pas, la preuve, l'institution, la circulation — ne fonctionnent pas séparément. Elles forment un système. Un système dans lequel chaque élément soutient les autres, et dans lequel le mouvement est maintenu par leur interaction. Un pas produit une exposition ; une exposition suscite une réaction ; cette réaction génère de

nouveaux éléments, qui permettent à leur tour un nouveau pas. Il ne s'agit pas d'une répétition, mais d'une progression.

Dans une telle structure, l'enquête ne dépend plus d'un moment décisif unique. Elle repose sur une continuité construite. Et c'est précisément cette continuité qui permet de faire face aux interruptions, aux blocages, aux résistances — non pas en les contournant, mais en les intégrant.

Ainsi, le processus ne s'arrête pas lorsqu'un obstacle apparaît. Il se reconfigure.

C'est là que réside sa force. Non dans la promesse d'un résultat immédiat, mais dans la capacité à maintenir l'enquête en mouvement, malgré les conditions qui tendent à l'interrompre.

---

# Le passé qui ne passe pas : temps, archives et réactivation

Dans de nombreux contextes africains francophones, les événements du passé ne se situent pas simplement « derrière ». Ils ne sont pas clos. Ils ne sont ni stabilisés par une décision, ni fixés par une reconnaissance pleinement opérante. Ils demeurent, d'une certaine manière, en suspens.

Ce qui s'est produit — violences politiques, conflits, décisions administratives, opérations militaires — continue d'exister à travers des traces. Ces traces sont présentes dans les archives, dans les récits, dans les corps, dans les silences. Mais leur présence ne signifie pas encore qu'elles agissent. Car entre l'existence d'une trace et son effet, il existe une condition : une condition de mise en relation, de mise en forme, de mise en circulation. Sans cette condition, le passé reste fragmenté. Il est connu par endroits, oublié ailleurs, contesté ici, affirmé là. Il ne disparaît pas — mais ne se transforme pas non plus.

Dans cette configuration, le temps lui-même cesse d'apparaître comme une ligne simple. Le passé ne s'éloigne pas seulement avec les années ; il se déplace. Il revient sous forme de fragments, de dossiers inachevés, de noms qui réapparaissent, de documents qui émergent tardivement. Mais ces retours demeurent souvent discontinus. Ils ne produisent pas nécessairement une réouverture effective.

Le problème, dès lors, n'est pas seulement celui de la mémoire. La mémoire conserve. Elle transmet, parfois avec force. Mais elle ne suffit

pas, à elle seule, à produire des conséquences. Ce qui est en jeu ici relève d'un autre ordre : la capacité à réactiver.

Réactiver ne signifie ni répéter, ni commémorer. Réactiver signifie remettre en circulation des éléments du passé de manière à ce qu'ils puissent entrer de nouveau dans un processus — un processus dans lequel ils sont articulés, confrontés, situés, et surtout prolongés.

C'est à ce niveau que STEPINQUEST introduit un déplacement décisif. Le passé n'y est pas considéré comme un objet achevé, mais comme un ensemble de matériaux encore actifs — à condition d'être organisés. L'enquête ne vise donc pas seulement à établir ce qui a eu lieu ; elle vise à créer les conditions dans lesquelles ce qui a eu lieu peut de nouveau produire des effets.

Ce déplacement est à la fois méthodologique et ontologique. Méthodologique, parce qu'il engage une manière spécifique d'organiser les preuves, les étapes et les interactions. Ontologique, parce qu'il transforme le statut même de l'événement. L'événement n'est plus seulement ce qui appartient au passé ; il devient ce qui peut être réinscrit dans le présent, à travers une opération.

Cette opération n'a rien d'abstrait. Elle repose sur des gestes concrets : identifier, vérifier, relier, exposer, relancer. Pris séparément, ces gestes ne sont pas nouveaux ; ils appartiennent déjà aux pratiques existantes. Ce qui change ici, c'est leur articulation. Lorsqu'ils sont organisés dans une continuité, ils ne produisent plus seulement de la connaissance : ils produisent un déplacement.

Un déplacement dans la manière dont un événement est perçu, situé, et potentiellement traité. Ce déplacement n'est pas immédiat. Il ne garantit

ni décision, ni reconnaissance. Mais il rend possible autre chose : que ce qui était dispersé cesse de l'être ; que ce qui était inachevé puisse être repris ; que ce qui était déjà là devienne opérant.

Ainsi, le passé, dans cette perspective, n'est pas simplement ce qui a eu lieu. Il est aussi ce qui peut être réactivé — à condition qu'une forme permette de le maintenir dans un processus.

Et c'est précisément cette forme que STEPINQUEST rend praticable : non pas comme une abstraction, mais comme une pratique. Une pratique qui, étape après étape, réorganise le rapport entre temps, preuve et action.

---

# Pourquoi cette forme compte dans les contextes africains francophones

Dans de nombreux contextes africains francophones, les configurations décrites jusqu'ici ne relèvent pas d'une abstraction. Elles s'inscrivent dans des histoires concrètes — des histoires de violence, de rupture, de déplacement, mais aussi de persistance. Des périodes coloniales aux indépendances, des conflits internes aux interventions extérieures, des opérations militaires aux dispositifs de renseignement, les événements ont laissé derrière eux des traces multiples, mais rarement un processus achevé de clarification et de responsabilité.

Certaines situations, à cet égard, reviennent avec une régularité presque structurelle : des arrestations sans suite judiciaire claire, des disparitions sans reconnaissance formelle, des décisions administratives dont les chaînes de responsabilité restent partielles, des violences documentées sans traduction institutionnelle durable. À cela s'ajoute l'existence de configurations dans lesquelles la décision et l'action ne coïncident pas toujours avec leur inscription publique — appareils sécuritaires, services de renseignement, unités informelles ou hybrides — autant d'espaces où des opérations peuvent être conduites sans que leur trace soit immédiatement intégrée dans une logique de responsabilité.

Dans ces conditions, les événements ne disparaissent pas, mais ils ne sont pas non plus pleinement traités. Ils se maintiennent dans une zone intermédiaire — connus sans être résolus, documentés sans être

stabilisés, présents sans être opérants. C'est précisément dans cet intervalle que se fait sentir la nécessité d'une forme comme STEPINQUEST.

Car lorsque les archives sont dispersées, lorsque les responsabilités sont fragmentées, lorsque les processus sont interrompus, il devient indispensable de disposer d'une structure capable de maintenir l'enquête dans la durée. Non pas contre les institutions, mais à travers leur propre fonctionnement ; non pas en substituant d'autres procédures, mais en les engageant, en les sollicitant, en les documentant, et en intégrant leurs réponses — ou leurs silences — dans le processus lui-même.

Mais au-delà de ces dimensions structurelles, une question plus fondamentale se pose.

Dans des contextes marqués par des formes extrêmes de violence — guerres, répressions, disparitions, actions clandestines, interventions sans reconnaissance officielle — le risque est constant de voir les individus se dissoudre dans les événements. Les noms deviennent des listes, les vies des cas, les trajectoires des dossiers incomplets. Ce glissement n'est pas seulement narratif ; il est structurel.

Or c'est précisément à cet endroit que se joue un principe décisif.

Car, malgré la densité des structures — administratives, militaires, politiques — la réalité fondamentale demeure celle de la vie humaine. Une vie singulière, irréductible, non interchangeable. Ce principe ne relève pas d'une affirmation morale abstraite ; il constitue une condition de possibilité du politique lui-même. Toute construction institutionnelle, quelle qu'elle soit, repose, en dernière instance, sur la reconnaissance — explicite ou implicite — de la valeur de la vie humaine.

Lorsque cette reconnaissance est suspendue, lorsque la vie peut être supprimée sans réponse, sans continuité, sans conséquence, ce n'est pas seulement un individu qui est atteint. C'est la structure même du politique qui se fragilise.

Dans cette perspective, une enquête ne concerne pas uniquement des faits. Elle concerne une personne — une personne qui a existé, qui a agi, qui a été prise dans un événement. Et même lorsque cette personne n'est plus en vie, sa position ne disparaît pas. Elle demeure à travers les traces, les documents, les relations, les effets laissés.

C'est ici qu'apparaît une dimension souvent sous-estimée : la capacité d'un individu, même disparu, à continuer d'agir. Non pas au sens d'une présence symbolique, mais au sens d'un effet réel, produit par l'organisation des preuves. Lorsque les éléments sont réunis, articulés, maintenus dans un processus, ils reconfigurent le rapport de force. Ce qui était dispersé devient lisible ; ce qui était isolé devient lié ; ce qui était nié devient opposable.

Ainsi, une personne seule, face à des structures étendues — administrations, appareils sécuritaires, dispositifs politiques — peut, à travers le processus, retrouver une capacité d'action. Non pas par la force, mais par la continuité. Non pas par l'immédiateté, mais par la persistance.

Dans ce sens, la disparition d'un individu ne signifie pas la disparition de sa capacité à produire des effets — à condition qu'une forme permette de porter cette continuité. C'est précisément ce que rend possible STEPINQUEST. En organisant les éléments, en les maintenant dans le temps, en les reliant aux institutions, en les exposant de manière

structurée, le processus permet à ce qui semblait clos de ne pas l'être entièrement.

Ce déplacement ne doit pas être compris comme une promesse. Il ne garantit ni réparation immédiate, ni reconnaissance automatique. Mais il introduit une possibilité réelle : que la vie, même interrompue, ne soit pas absorbée dans le silence ; que ce qui a eu lieu ne reste pas sans suite ; que l'asymétrie initiale — entre un individu et des structures vastes — puisse être, au moins en partie, reconfigurée.

Dans les contextes africains francophones, où les histoires sont souvent marquées par des accumulations de violences non entièrement traitées, cette possibilité prend une importance particulière. Elle ne relève pas seulement de la mémoire. Elle engage la capacité à transformer des traces en processus, et des processus en effets.

Ainsi, la question posée par STEPINQUEST n'est pas seulement méthodologique. Elle est aussi, au sens le plus fondamental, politique : comment une vie — même isolée, même vulnérable — peut-elle continuer à compter face à des structures qui, parfois, l'ont niée ? Et comment organiser les conditions pour que cette valeur ne reste pas une affirmation, mais devienne une opération ?

---

# Ce n'est pas une clôture, mais une continuité

À ce stade, l'essentiel est déjà présent. Les conditions ont été décrites, les limites identifiées, la forme proposée. Mais rien de tout cela ne constitue une fin. Car ce qui est en jeu ici ne peut se conclure ni par un texte, ni même par une définition. Ce qui est en jeu, c'est une mise en pratique.

STEPINQUEST ne demande pas à être compris comme une théorie à part. Il demande à être activé — non pas dans des conditions idéales, mais dans les conditions réelles : celles où les archives sont incomplètes, où les accès sont inégaux, où les processus sont interrompus. C'est précisément dans ces contextes qu'il devient pertinent, parce qu'il ne suppose pas la complétude, mais un point de départ. Un document, un nom, un lieu, une date, parfois un lien encore fragile — cela suffit pour engager le mouvement.

À partir de là, le processus peut commencer. Un premier pas, puis un autre. Chaque étape ne prétend pas tout résoudre ; elle stabilise quelque chose, elle établit, elle relie, elle rend visible. Et, ce faisant, elle ouvre. Le principe est simple, mais sa mise en œuvre est exigeante. Elle demande de maintenir la continuité malgré les interruptions, de ne pas considérer une absence de réponse comme une fin, mais comme un élément, de transformer chaque interaction — même minimale, même négative — en composante du processus.

Dans cette perspective, l'enquête cesse d'être un moment. Elle devient une pratique — une pratique qui peut être reprise, transmise, poursuivie

par d'autres. Car STEPINQUEST n'appartient pas à un auteur unique et ne repose pas sur une position particulière. Il est, par nature, ouvert : ouvert dans ses points d'entrée, ouvert dans ses trajectoires, ouvert dans ses reprises possibles. Un processus engagé peut être continué ailleurs, par d'autres acteurs, dans d'autres conditions. Les éléments produits ne sont pas clos ; ils restent disponibles, susceptibles d'être réarticulés, complétés, déplacés.

Ainsi, ce qui commence comme une enquête peut devenir une structure partagée — une structure dans laquelle les preuves circulent, les relations se renforcent, et les effets se prolongent. Cette ouverture ne signifie pas une dilution. Elle repose, au contraire, sur une exigence précise : chaque étape doit être tenue, chaque élément doit être vérifiable, chaque articulation doit être explicite. C'est cette rigueur qui permet au processus de rester opérant, même dans des contextes instables.

Dans les espaces africains francophones, où les histoires sont souvent marquées par des interruptions, des dispersions et des silences prolongés, cette possibilité de continuité prend une valeur particulière. Elle ne promet pas une résolution immédiate. Mais elle introduit une différence décisive : ce qui a été établi ne s'arrête pas, ce qui a été mis au jour ne se referme pas, ce qui a été engagé peut se poursuivre.

Ainsi, STEPINQUEST ne propose pas un modèle fermé. Il propose une forme — une forme dans laquelle l'enquête, la preuve, la narration et l'institution sont maintenues en relation. Une forme dans laquelle le passage de l'information à l'action n'est plus laissé au hasard, mais construit, étape après étape.

Et c'est peut-être là que se situe le point essentiel. Non pas dans la promesse d'un résultat, mais dans la capacité à empêcher l'interruption.

Car dans des contextes où tant de processus ont été arrêtés, suspendus ou laissés inachevés, maintenir une continuité devient déjà une forme d'action — une action sobre, patiente, mais structurée, qui ne s'impose pas par la force, mais qui persiste.

C'est dans cette persistance que peut commencer à se produire ce qui semblait hors de portée : une transformation effective.



---

# Auteur

**Denis Karagodin** — [karagodin.com](http://karagodin.com)

Auteur de STEPINQUEST®

---

# Ressources

**White Paper (PDF, avec DOI) :**

<https://karagodin.com/whitepaper/stepinquest>

**Site du projet :**

<https://stepinquest.com>

**Version française (web) :**

[https://karagodin.com/?page\\_id=15456](https://karagodin.com/?page_id=15456)

**Version française (PDF) :**

[https://karagodin.com/whitepaper/stepinquest/pdf/stepinquest\\_fr.pdf](https://karagodin.com/whitepaper/stepinquest/pdf/stepinquest_fr.pdf)

---

# Contact

STEPINQUEST® est ouvert au dialogue académique, à l'interlocution institutionnelle et au développement méthodologique continu.

Les demandes relatives à la recherche, à la documentation ou à une collaboration peuvent être adressées via :

<https://karagodin.com/contact>

---

# Soutien

STEPINQUEST® est développé comme une initiative d'enquête indépendante.

Sa continuité dans le temps repose sur un engagement propre et, en partie, sur le soutien public.

Soutenir ce projet ne constitue pas seulement une contribution externe, mais une forme de participation à son développement, à son application et à son expansion.

## **Plus d'informations :**

<https://karagodin.com/donate>